

## Contre-feux

# Vers un renouveau de la solidarité des peuples du Sud ?

## Entretien

**Rémy Herrera** — *Il y a 50 ans, en 1955, les principaux chefs d'Etats des pays d'Asie et d'Afrique ayant reconquis leur indépendance politique se réunissaient pour la première fois, à Bandung. Quel était leur projet commun ?*

**Samir Amin** — L'expérience des nouveaux pouvoirs qu'ils représentaient était encore fort brève, et la bataille pour l'achèvement de la tâche historique de l'indépendance n'était pas finie. La première guerre du Viêt Nam venait à peine de se terminer que déjà la seconde se dessinait à l'horizon ; la guerre de Corée se terminait sur le *statu quo* ; la guerre d'Algérie battait son plein ; la décolonisation de l'Afrique au sud du Sahara n'était pas même encore envisagée ; le drame palestinien en était encore à sa première époque. Les leaders asiatiques et africains réunis à Bandung étaient loin d'être identiques les uns aux autres. Les courants politiques et idéologiques qu'ils représentaient, leurs visions de l'avenir de la société à construire ou à reconstruire et de ses rapports à l'Occident, autant de thèmes de la différence. Néanmoins, un projet commun les rapprochait et donnait un sens à leur réunion. A leur programme minimum commun figurait l'achèvement de la décolonisation politique de l'Asie et de l'Afrique. De surcroît, ils entendaient tous que l'indépendance politique reconquise n'était que le moyen, la fin étant la conquête de la libération économique, sociale et culturelle. Ici, deux visions départageaient les hôtes de Bandung : il y avait l'opinion majoritaire de ceux qui pensaient le « développement » possible dans l'« interdépendance » au sein de l'économie mondiale, et celle des leaders communistes qui pensaient que sortir du camp capitaliste conduirait à reconstruire – avec, sinon derrière, l'URSS – un camp socialiste mondial. Les leaders du Tiers-Monde capitaliste qui n'envisageaient pas de « sortir du système », de « déconnecter », ne partageaient pas non plus entre eux la même vision stratégique et tactique du « développement ». Mais, à des degrés variables, ils pensaient que l'édification d'une économie et d'une

**Samir Amin**\*

**Rémy Herrera**\*\*

\* Directeur du Forum du Tiers-Monde (Dakar) et du Forum mondial des Alternatives.

\*\* CNRS, Université de Paris 1  
Panthéon-Sorbonne.  
(remyherrera@aol.com)

société développées indépendantes – fût-ce dans l'interdépendance globale – impliquait un certain degré de « conflit » avec l'Occident dominant. L'aile radicale estimait devoir mettre un terme au contrôle de l'économie nationale par le capital des monopoles étrangers. De plus, soucieux de préserver l'indépendance reconquise, ils refusaient d'entrer dans le jeu militaire planétaire et de servir de base à l'encerclement des pays socialistes que l'hégémonisme états-unien tentait d'imposer. Cependant, ils pensaient aussi que refuser l'insertion dans le camp militaire atlantiste n'impliquait pas qu'il soit nécessaire de se placer sous la protection de l'adversaire de celui-ci, l'URSS. D'où le « neutralisme », le « non-alignement », nom du groupe de pays et de l'organisation qui allaient sortir de l'esprit de Bandung.

— *Comment a évolué ce « non-alignement » au cours du temps ?*

De sommet en sommet, au cours des décennies 60 et 70, le “non-alignement” désormais institutionnalisé en “Mouvement des Non-Alignés”, rassemblant la presque totalité des pays d'Asie et d'Afrique, devait glisser progressivement des positions d'un front de solidarité politique axé sur le soutien aux luttes de libération et le refus des pactes militaires à celles d'un “syndicat de revendications économiques vis-à-vis du Nord”. Les Non-Alignés devaient dans ce cadre s'allier aux pays d'Amérique latine qui – à l'exception de Cuba – n'avaient jamais pu envisager de s'opposer à l'hégémonisme des Etats-Unis. Le Groupe des 77 (l'ensemble du Tiers-Monde) traduisait cette large alliance nouvelle du Sud. La bataille pour un “Nouvel Ordre économique international”, engagée en 1975, après la guerre d'octobre 1973 et la révision des prix du pétrole, couronne cette évolution, pour en sonner le glas.

— *Quelle fut la réaction des forces dominantes du capitalisme mondial ?*

Ni sur plan politique, ni sur celui de la bataille économique, l'Occident n'allait accepter de gaieté de cœur l'esprit de Bandung et le non-alignement. La véritable haine que les puissances occidentales réserveront aux dirigeants radicaux du Tiers-Monde des années 60 (Nasser, Soekarno, Nkrumah, Modibo Keita), presque tous renversés à la même époque, dans les années 1965-1968, période dans laquelle se situe l'agression israélienne de juin 1967 contre l'Egypte, la Syrie et la Jordanie, démontre que la vision politique du non-alignement n'était pas acceptée par les puissances de l'Alliance atlantique. C'est donc un camp non-aligné affaibli politiquement qui allait affronter la crise économique globale à partir de 1970-1971. Dans ce contexte, le conflit entre les forces dominantes du capitalisme mondial et celles qui ont animé le projet de « développement » de Bandung a été plus ou moins radical selon que l'étatisme mis en œuvre était envisagé comme devant supplanter le capitalisme ou le soutenir. L'aile radicale du mouvement se ralliait à la première thèse et, de ce fait, entraînait en conflit avec les intérêts immédiats du capitalisme dominant, notamment par les

nationalisations et l'exclusion de la propriété étrangère. L'aile modérée, par contre, acceptait de concilier les intérêts en conflit, offrant par là même des possibilités plus grandes à l'ajustement. Sur le plan international, cette distinction épousait facilement les termes du conflit Est-Ouest entre le soviétisme et le capitalisme occidental.

— *Comment définir l'« idéologie du développement » issue de Bandung ?*

Ce que l'on peut appeler aujourd'hui l'« idéologie du développement » – maintenant entrée dans une crise qui lui sera peut-être fatale – a connu sa « grande époque » précisément entre 1955 et 1975. L'économie politique du non-alignement, bien que souvent implicite et floue, peut être définie par les éléments suivants :

1. la volonté de développer les forces productives, de diversifier les productions, notamment d'industrialiser ;
2. la volonté d'assurer à l'Etat national la direction et le contrôle du processus ;
3. la croyance que les modèles « techniques » constituent des données « neutres » qu'on ne peut que reproduire, fût-ce en les maîtrisant ;
4. la croyance que le processus n'implique pas en premier lieu l'initiative populaire, mais seulement le soutien populaire aux actions de l'Etat ;
5. la croyance que le processus n'est pas fondamentalement contradictoire avec la participation aux échanges au sein du système capitaliste mondial, même s'il entraîne des conflits momentanés avec celui-ci. Les circonstances de l'expansion capitaliste des années 1955-1970 ont, jusqu'à un certain point, facilité les succès de ce projet.

— *Quel bilan peut-on tirer de cette idéologie du développement ?*

Au terme des quatre décennies du développement de l'après-guerre, le bilan des résultats est si fortement contrasté qu'on est tenté de renoncer à l'expression commune de Tiers-Monde pour désigner l'ensemble des pays qui ont été l'objet des politiques de développement de ces décennies. On oppose aujourd'hui, non sans raison, un Tiers-Monde nouvellement industrialisé, partiellement compétitif – les pays dits « émergents » – au Quart-Monde marginalisé – les pays « exclus ». L'objectif des politiques de développement déployées en Asie, Afrique et Amérique latine a été rigoureusement identique pour l'essentiel, en dépit des différences du discours idéologique qui les a accompagnées. Il s'est agi, partout, d'un projet nationaliste qui s'est assigné l'objectif d'accélérer la modernisation et l'enrichissement de la société par son industrialisation. On comprend sans difficulté ce dénominateur commun si l'on rappelle simplement qu'en 1945, pratiquement tous les pays d'Asie – Japon excepté – d'Afrique – y compris l'Afrique du Sud – et – bien qu'avec quelques nuances – d'Amérique latine étaient encore dépourvus de toute industrie digne de ce nom – sauf d'extraction minière ici ou là – largement ruraux par la composition de

leur population, régis par des régimes archaïques – les oligarchies latifundiaires d'Amérique, les monarchies sous protectorat de l'Orient islamique, la Chine, etc. – ou coloniaux – l'Afrique, l'Inde, l'Asie du Sud-Est. Par-delà leur grande diversité, tous les mouvements de libération nationale s'assignaient les mêmes objectifs de l'indépendance politique, de la modernisation de l'Etat, de l'industrialisation de l'économie.

— *Mais tous ces pays ont-ils réellement tenté ce type de stratégie de développement ?*

Il ne serait pas correct de dire qu'ils ne l'ont pas tous tenté, dès qu'ils ont été en mesure de le faire. Certes, les variantes ont été pratiquement aussi nombreuses que les pays, et il demeure légitime, de ce fait, de tenter de les classer en modèles qui les regroupent. Mais on risque alors d'être victime de critères choisis en fonction, sinon nécessairement de préférences idéologiques, du moins de l'idée qu'on se fait, ou plutôt qu'on se faisait à l'époque, du déroulement des expériences en question, des possibilités et des contraintes externes et internes. Au contraire, en mettant l'accent sur le dénominateur commun qui les réunit, j'invite à prendre quelque distance à l'égard de ces classifications et à voir l'histoire à partir d'aujourd'hui, à relire donc ce qu'elle fut à la lumière de ce à quoi elle a conduit.

— *L'industrialisation était l'objectif prioritaire de ces politiques de développement ?*

Industrialiser impliquait avant tout de construire un marché intérieur et le protéger des ravages de la concurrence qui en empêcherait la formation. Les formules pouvaient varier selon les circonstances – la taille du marché intérieur, les disponibilités en ressources... – ou même selon des thèses plus ou moins théoriques, ou idéologiques, donnant la priorité à la production rapide d'industries légères de consommation ou à la production de biens permettant plus tard d'accélérer la première, comme le proposait la thèse des « industries industrialisantes » qui rationalisait les thèses soviétiques. L'objectif final était identique. La technologie nécessaire à l'industrialisation ne pouvait être qu'importée, mais il n'était pas nécessaire pour le faire d'accepter la propriété des installations à construire par le capital étranger. Cela dépendait du pouvoir de négociation dont on disposait. Du capital financier devait donc être, à son tour, soit invité à s'investir dans le pays, soit emprunté. Ici encore, la formule propriété étrangère privée – financement public assuré grâce à l'épargne nationale, à l'aide extérieure en dons et crédits... pouvait être ajustée à l'estimation qu'on se faisait des moyens et des coûts. Les besoins d'importations que ces plans d'accélération de la croissance par l'industrialisation impliquaient fatalement ne pouvaient être couverts, dans un premier temps, que par les exportations traditionnelles connues, qu'il s'agisse de produits agricoles ou miniers. C'était possible. Dans une phase de croissance générale, comme l'était l'après-guerre, la

demande de presque tous les produits possibles était elle-même en augmentation continue, qu'il s'agisse d'énergie, de matières premières minérales ou de produits agricoles spécifiques. Les termes de l'échange fluctuaient mais n'annulaient pas systématiquement par leur détérioration les effets de la croissance des volumes exportés. La modernisation, bien qu'axée sur l'industrialisation, ne se réduisait pas à celle-ci. L'urbanisation, les travaux d'infrastructure, de transports et de communications, l'éducation et les services sociaux avaient certes pour objectif, en partie, de servir l'industrialisation en moyens et en main-d'œuvre qualifiée convenablement. Mais ces objectifs étaient également poursuivis pour leurs fins propres, pour construire un Etat national et moderniser les comportements, comme on le lit dans le discours du nationalisme, trans-ethnique par nature presque à l'époque.

— *L'intervention de l'Etat était donc considérée comme absolument décisive pour le développement ?*

Bien entendu. A l'époque, l'opposition qu'on fait aujourd'hui si souvent entre l'« intervention de l'Etat » – toujours négative, parce que par essence en conflit avec ce qu'on prétend être la spontanéité du marché – et l'« intérêt privé » – associé aux tendances spontanées du marché – n'avait pas cours. Cette opposition n'était pas même remarquée. Au contraire, le bon sens partagé par tous les pouvoirs en place voyait dans l'intervention de l'Etat un élément essentiel de la construction du marché et de la modernisation. La gauche radicale, d'aspiration socialiste dans sa propre lecture idéologique, associait certes l'expansion de cet étatisme à l'expulsion graduelle de la propriété privée. Mais la droite nationaliste, qui ne s'assignait pas cet objectif, n'en était pas moins interventionniste et étatiste : la construction des intérêts privés qu'elle proposait exigeait selon elle, et à juste titre, un étatisme vigoureux. Les billevesées dont se nourrissent les discours dominants aujourd'hui n'auraient eu aucun écho à l'époque.

— *Le développement était-il pour autant toujours conçu en opposition au capitalisme ?*

La tentation est grande, aujourd'hui, de lire cette histoire comme celle d'une étape de l'expansion du capitalisme mondial, qui aurait accompli, plus ou moins bien, certaines fonctions attachées à l'accumulation primitive nationale, créant par là même les conditions de l'étape suivante, dans laquelle on rentrerait maintenant ; étape marquée par l'ouverture au marché mondial et à la compétition sur ce terrain. Je ne proposerai pas de céder à cette tentation. Les forces dominantes dans le capitalisme mondial n'ont pas « spontanément » créé le ou les « modèle(s) du développement ». Ce « développement » s'est imposé à elles. Il a été le produit du mouvement de libération nationale du Tiers-Monde de l'époque. La lecture que je propose met donc l'accent sur la contradiction entre les tendances spontanées et

immédiates du système capitaliste, qui sont toujours guidées par le seul calcul financier à court terme caractérisant ce mode de gestion sociale, et les visions à plus long terme qui animent les forces politiques montantes, en conflit par là même avec les premières. Certes, ce conflit n'est pas toujours radical ; le capitalisme s'y ajuste, il n'est pas à l'origine de son mouvement.

— *Quel rôle ont joué les bourgeoisies nationales dans ces mouvements ? Tous les mouvements de libération nationale ont-ils été inspirés par des bourgeoisies ?*

Non. Tous les mouvements de libération nationale ont partagé cette vision moderniste, par là même capitaliste et bourgeoise. Cela n'implique en aucune manière qu'ils aient été inspirés, encore moins dirigés, par une bourgeoisie, au sens plein du terme. Celle-ci n'existait pas, ou à peine, à l'heure des indépendances et, 30 ans plus tard, n'existe encore qu'à l'état embryonnaire, dans l'hypothèse la plus favorable. Mais l'idéologie de la modernisation, par contre, existait bel et bien et constituait la force dominante donnant un sens à la révolte des peuples contre la colonisation. Cette idéologie était porteuse d'un projet, que je propose de qualifier du nom – curieux, à première vue – de « capitalisme sans capitalistes ». « Capitalisme », par la conception qu'elle se faisait de la modernisation, appelée à reproduire les rapports de production et les rapports sociaux essentiels et propres au capitalisme : le rapport salarial, la gestion de l'entreprise, l'urbanisation, l'éducation hiérarchisée, le concept de citoyenneté nationale... Sans doute, d'autres valeurs caractéristiques du capitalisme évolué, comme celle de démocratie politique, faisaient cruellement défaut, ce qu'on justifiait par les exigences du développement initial préalable. Tous les pays de la région, radicaux et modérés, optaient pour la même formule du parti unique, des élections-farces, du leader-fondateur de la Patrie, etc. « Sans capitalistes », dans la mesure où, en l'absence d'une bourgeoisie d'entrepreneurs, l'Etat – et ses technocrates – étaient appelés à s'y substituer ; mais aussi, parfois, dans la mesure où l'émergence de la bourgeoisie était tenue pour suspecte, du fait de la primauté que celle-ci donnerait à ses intérêts immédiats sur ceux du plus long terme en construction. La suspicion devenait, dans l'aile radicale du mouvement de libération nationale, synonyme d'exclusion. Cette aile radicale concevait alors naturellement que son projet était celui de la « construction du socialisme ». Elle retrouvait alors le discours du stalinisme. Ayant fait de l'objectif de « rattraper » le monde occidental développé l'essentiel de ses préoccupations, ce projet était parvenu, par sa dynamique propre, à construire un « capitalisme sans capitalistes ».

— *Quelles étaient les grandes tendances au sein des mouvements de libération nationale ?*

Les mouvements de libération nationale se partageaient entre des tendances à la radicalisation, dite « socialiste », et des tendances à la

modération. L'opposition se fondait sur un ensemble complexe de causes, tenant pour les unes aux classes sociales sur lesquelles s'appuyait le mouvement – paysans, monde urbain populaire, classes moyennes, classes favorisées... – pour les autres aux traditions de leur formation politique et organisationnelle – partis communistes métropolitains, syndicats, Eglises...

— *Si l'on retient le critère du mouvement de libération nationale, c'est-à-dire la « construction nationale », quels en ont été les résultats ?*

Les résultats restent dans l'ensemble discutables. La raison en est que, tandis que le développement du capitalisme, dans les temps antérieurs, soutenait l'intégration nationale, la mondialisation opérant dans les périphéries du système, à l'opposé, désintègre les sociétés. Or, l'idéologie du mouvement national ignorait cette contradiction, étant restée enfermée dans le concept bourgeois du « rattrapage d'un retard historique » et concevant ce rattrapage par la participation à la division internationale du travail – et non sa négation par la déconnexion. Sans doute, selon les caractères spécifiques des sociétés pré-coloniales, pré-capitalistes, cet effet de désintégration a été plus ou moins dramatique. En Afrique, dont le découpage colonial artificiel n'a pas respecté l'histoire antérieure de ses peuples, la désintégration produite par la périphérisation capitaliste a permis à l'« ethnie » de survivre, en dépit des efforts de la classe dirigeante issue de la libération nationale pour en dépasser les manifestations. Lorsque la crise est survenue, anihilant brutalement la croissance du surplus qui avait permis le financement des politiques trans-ethniques de l'Etat nouveau, la classe dirigeante elle-même a éclaté en fractions qui, ayant perdu toute légitimité fondée sur les réalisations du « développement », tentent de se créer des bases nouvelles, associées souvent à un repli ethniciste.

— *Et si l'on retient le (ou les) critère(s) du « socialisme », quel bilan peut-on tirer ?*

Si l'on retient les critères du « socialisme », les résultats sont encore davantage contrastés. Bien entendu, il faut entendre ici par « socialisme » celui que l'idéologie populiste radicale s'en faisait. Il s'agissait d'une vision progressiste, mettant l'accent sur la mobilité sociale maximale, la réduction des inégalités de revenus, une sorte de plein emploi en zone urbaine, en quelque sorte un *Welfare State* version pauvre. De ce point de vue, les réalisations d'un pays comme la Tanzanie, par exemple, offrent un contraste saisissant avec celles du Zaïre, de la Côte d'Ivoire ou du Kenya, où les inégalités les plus extrêmes se sont creusées continuellement depuis 40 ans, tant dans les moments de croissance économique forte que, par la suite, dans la stagnation.

— *Et qu'en a-t-il été selon le critère conforme à la logique de l'expansion capitaliste, celui de la capacité d'être compétitif sur les marchés mondiaux ?*

De ce point de vue, les résultats sont contrastés à l'extrême et opposent brutalement le groupe des principaux pays d'Asie et d'Amérique latine, devenus exportateurs industriels compétitifs, à celui de l'ensemble des pays africains, qui restent cantonnés dans l'exportation de produits primaires. Les premiers constituent le nouveau Tiers-Monde – la périphérie de demain dans mon analyse ; les seconds, ce que l'on qualifie désormais le « Quart-Monde » – qu'on dit appelé à être marginalisé dans la nouvelle étape de la mondialisation capitaliste. L'éventail des progrès accomplis dans le cadre des nationalismes populistes de Bandung et de leur équivalent d'Amérique latine est donc ouvert à l'extrême. Il est impossible de rendre compte de ce fait majeur sans prendre en considération, pays par pays, comment l'ensemble des facteurs internes et externes ont opéré concrètement, soit pour accélérer les réalisations, soit pour les ralentir.

— *Peut-on dire qu'il existe toujours aujourd'hui une solidarité des peuples du Sud ?*

A l'heure actuelle, la solidarité des pays du Sud, qui s'était exprimée avec force de Bandung (1955) à Cancun (1981), tant au plan politique – avec le non-alignement – qu'au plan économique – par les positions communes adoptées par les 77 dans les instances de l'ONU, notamment la CNUCED – paraît ne plus exister. L'intégration des pays du Sud, mise en œuvre par le trio des institutions internationales qui en ont la charge – l'OMC, la Banque mondiale et le FMI – est sans doute en grande partie responsable de l'affaiblissement des 77, de la Tricontinentale – qui n'existe plus – et du Mouvement des Non-Alignés – qui donne néanmoins des signes d'une renaissance possible. L'accentuation des inégalités de développement au sein du Groupe des 77, avec, à un pôle, l'émergence de pays en voie sérieuse d'industrialisation et ayant opté d'opérer sur le marché mondial en concurrence avec, à la fois, les pays de la triade – Etats-Unis, Europe, Japon – et ceux du Sud qui se situent dans le même groupe, et, à l'autre pôle, les dérives frappant les pays qualifiés désormais de Quart-Monde, est également à l'origine de cette évolution.

— *Les pays du Sud n'auraient-ils donc plus les mêmes intérêts à défendre collectivement ?*

C'est sans doute vrai pour qui ne regarde que le court terme et les conditions immédiates qui commandent les « avantages » que les uns ou les autres peuvent tirer – ou croient pouvoir tirer – de la mondialisation libérale. Ce n'est pas vrai dans la longue durée, le capitalisme réellement existant n'ayant pas grand chose à offrir, ni aux classes populaires du Sud, ni même aux nations dont il ne permet pas le « rattrapage », c'est-à-dire leur affirmation comme partenaires égaux, en position analogue à ceux des centres – la triade – dans le façonnement du système mondial. Mais c'est encore une fois par l'angle de la politique que s'amorce la prise de conscience



de l'exigence d'une solidarité des pays du Sud. L'arrogance des Etats-Unis et la mise en œuvre de leur projet de « contrôle militaire de la planète » par la fabrication sans fin de guerres planifiées et décidées unilatéralement par Washington sont à l'origine de la prise de position forte du récent sommet des Non-Alignés, à Kuala Lumpur, en février 2003.

— *Ce sommet de Kuala Lumpur a été une surprise pour beaucoup, mais peut-il être interprété comme une véritable renaissance d'un front du Sud ?*

Le dernier sommet des Non-Alignés, à Kuala Lumpur, a peut-être surpris quelques chancelleries endormies qui s'étaient convaincues que, dans la nouvelle mondialisation libérale, le Sud ne comptait plus. Les pays du Sud, soumis aux plans dévastateurs des réajustements structurels, pris à la gorge par les ponctions du service de la dette, gouvernés par des bourgeoisies compradores, paraissent ne plus être en mesure de remettre en cause l'ordre capitaliste international, comme ils l'avaient tenté entre 1955 et 1981. Surprise générale : les Non-Alignés condamnent la stratégie impérialiste de Washington, son objectif démesuré et criminel de contrôle militaire de la planète, son déploiement à travers la conduite de guerres « made in USA ». Les pays du Sud prennent conscience à la fois que la gestion mondialisée néo-libérale n'a rien à leur offrir et que, pour cette raison, elle est appelée à recourir à la violence militaire pour s'imposer, faisant par là même le jeu du projet états-unien. Le Mouvement devient, comme on l'avait suggéré, celui du non-alignement sur la mondialisation libérale et l'hégémonisme des Etats-Unis. L'effondrement du « socialisme » soviétique, l'évolution dans laquelle la Chine s'est engagée, la dérive des régimes populistes du Tiers-Monde avaient fait accepter l'idée creuse selon laquelle il n'y aurait « pas d'alternative » ; s'inscrire dans le cadre des exigences du néo-libéralisme mondialisé, jouer le jeu et tenter d'en tirer quelque profit, si possible ; pas d'alternative. L'expérience devait démentir en quelques années les espoirs naïfs placés dans cette logique qui se croyait « réaliste ».

— *Quelles seraient les lignes directrices d'une grande alliance sur la base de laquelle pourrait être reconstruite la solidarité des peuples et des Etats du Sud ?*

A partir à la fois des positions prises par certains Etats du Sud et des idées qui font leur chemin, on peut voir se dessiner les lignes directrices du renouveau possible d'un « front du Sud ». Ces positions concernent tant le domaine politique que celui de la gestion économique de la mondialisation. Au plan politique, cela passe par la condamnation du nouveau principe de la politique des Etats-Unis – « la guerre préventive » – et par l'exigence de l'évacuation de toutes les bases militaires étrangères en Asie, Afrique et Amérique latine. Le choix par Washington de sa région d'interventions militaires interrompues depuis 1990 porte sur le Moyen-Orient arabe – Irak et Palestine (pour celle-ci, via le soutien inconditionnel à Israël) – les Balkans – Yougoslavie, implantations nouvelles des Etats-Unis

en Hongrie, Roumanie et Bulgarie – l'Asie centrale et le Caucase – Afghanistan, Asie centrale et Caucase ex-soviétiques. Les objectifs poursuivis par Washington comportent plusieurs volets :

1. la main-mise sur les régions pétrolières les plus importantes du globe et, par là même, l'exercice de pressions visant à soumettre l'Europe et le Japon au statut d'alliés subalternisés ;

2. l'établissement de bases militaires états-uniennes permanentes au cœur de l'Ancien Monde – l'Asie centrale, à égale distance de Paris, Johannesburg, Moscou, Pékin, Singapour – et, ainsi, la préparation d'autres « guerres préventives » à venir, visant en premier lieu les grands pays susceptibles de s'imposer comme partenaires avec lesquels « il faut négocier » : la Chine en premier lieu, mais également la Russie et l'Inde. La réalisation de cet objectif implique la mise en place, dans les pays de la région concernée, de régimes fantoches imposés par les forces armées des Etats-Unis. De Pékin à Delhi et Moscou, on comprend de plus en plus que les guerres « made in USA » constituent en définitive une menace dirigée plus contre la Chine, la Russie et l'Inde que contre leurs victimes immédiates comme l'Irak.

*— Revenir à la position qui fut celle de Bandung – pas de bases militaires états-uniennes en Asie et en Afrique – est-ce désormais à l'ordre du jour ?*

Tout à fait. Même si, dans les circonstances du moment, les Non-Alignés ont accepté le silence sur la question des protectorats états-uniens du Golfe. Les Non-alignés ont pris ici des positions proches de celles que la France et l'Allemagne ont défendues au Conseil de sécurité, contribuant ainsi à accentuer l'isolement diplomatique et moral de l'agresseur. A son tour, le sommet franco-africain a conforté l'alliance possible qui se dessine entre l'Europe et le Sud. Car ce sommet, par la présence des Etats anglophones du continent, n'était pas celui de la « Françafrique ».

*— Et au plan économique, quelles seraient les lignes directrices d'une alternative ?*

Dans les domaines de la gestion économique du système mondial, on voit se dessiner également les lignes directrices d'une alternative que le Sud pourrait défendre collectivement, parce que les intérêts de tous les pays qui le constituent sont ici convergents. L'idée que les transferts internationaux de capitaux doivent être contrôlés est de retour. En fait, l'ouverture des comptes-capitaux, imposée par le FMI comme un dogme nouveau du « libéralisme », ne poursuit qu'un seul objectif : faciliter le transfert massif de capitaux vers les Etats-Unis pour couvrir le déficit états-unien grandissant – lui-même produit à la fois des déficiences de l'économie des Etats-Unis et du déploiement de leur stratégie de contrôle militaire de la planète. Il n'y a aucun intérêt pour les pays du Sud à faciliter de la sorte l'hémorragie de leurs capitaux et, éventuellement, les dévastations occasionnées par les raids spéculatifs. Du coup, la soumission à tous les

aléas du « change flexible », qui vient en déduction logique des exigences de l'ouverture des comptes-capitaux, doit être remise en question. A leur place, l'institution de systèmes d'organisations régionales assurant une stabilité relative des changes mériterait de faire l'objet de recherches et de débats systématiques au sein des Non-Alignés et des 77. Au demeurant, dans la crise financière asiatique de 1997, la Malaisie a pris l'initiative de rétablir le contrôle des changes, et elle a gagné la bataille. Le FMI lui-même a été contraint de la reconnaître.

— *L'idée d'une régulation des investissements étrangers est-elle aussi de retour ?*

Sans doute les pays du Tiers-Monde n'envisagent-ils pas, comme ce fut le cas par le passé pour certains d'entre eux, de fermer leurs portes à tout investissement étranger. Au contraire, les investissements directs sont sollicités. Mais les modalités de l'accueil sont à nouveau l'objet de réflexions critiques, auxquelles certains milieux gouvernementaux du Tiers-Monde ne sont pas insensibles. En relation étroite avec cette régulation, la conception des droits de propriété intellectuelle et industrielle que l'OMC veut imposer est désormais contestée. On a compris que cette conception, loin de favoriser une concurrence « transparente » sur des marchés ouverts, visait tout au contraire à renforcer les monopoles des transnationales.

— *Qu'en est-il plus particulièrement du domaine agricole, si important pour les pays du Sud ?*

Sur ce point, beaucoup parmi les pays du Sud réalisent à nouveau qu'ils ne peuvent pas se passer d'une politique nationale de développement agricole qui tienne compte à la fois de la nécessité de protéger les paysanneries des conséquences dévastatrices de leur désintégration accélérée sous l'effet de la « nouvelle concurrence » que l'OMC veut promouvoir dans ce domaine et de préserver la sécurité alimentaire nationale. En effet, l'ouverture des marchés de produits agricoles, qui permet aux Etats-Unis, à l'Europe et à quelques rares pays du Sud – ceux du cône sud de l'Amérique – d'exporter leurs surplus dans le Tiers-Monde, menace par là même, sans contrepartie, les objectifs de sécurité alimentaire nationale, les productions des paysanneries du Tiers-Monde rencontrant des difficultés insurmontables sur les marchés du Nord. Or cette stratégie libérale, qui désintègre ces paysanneries et accentue la migration des campagnes vers les bidonvilles urbains, provoque la réapparition de luttes paysannes dans le Sud, qui inquiète désormais les pouvoirs. La question agricole est souvent discutée, dans l'arène de l'OMC en particulier, sous l'angle exclusif des subventions octroyées par l'Europe et les Etats-Unis, non seulement aux productions de leurs agriculteurs, mais également à leurs exportations agricoles. Cette fixation sur la seule question du commerce mondial des produits agricoles évacue d'emblée les préoccupations majeures que je viens d'invoquer. Elle entraîne par ailleurs de curieuses ambiguïtés, puisqu'elle invite les pays du

Sud à défendre des positions encore plus libérales que celles adoptées, en fait, par les gouvernements du Nord, sous les applaudissements de la Banque mondiale – mais depuis quand la Banque mondiale a-t-elle défendu les intérêts du Sud contre le Nord ? Rien n'empêche de déconnecter les subventions accordées aux agriculteurs par leurs gouvernements – après tout, si nous défendons le principe de la redistribution du revenu chez nous, les pays du Nord ont également ce droit ! – de celles destinées à soutenir le dumping des exportations agricoles du Nord.

— *Autre domaine fondamental, la dette. La dette n'est-elle pas économiquement insupportable ?*

La dette n'est plus seulement ressentie comme économiquement insupportable. Sa légitimité commence à être remise en cause. Se dessine une revendication qui s'assigne l'objectif de répudiation unilatérale des dettes odieuses et illégitimes, comme d'amorcer un droit international de la dette – digne de ce nom – qui n'existe toujours pas. Un audit généralisé des dettes permettrait en effet de faire apparaître une proportion significative de dettes illégitimes, odieuses et même parfois crapuleuses. Or, les seuls intérêts payés à leur titre ont atteint des volumes tels que l'exigence – juridiquement fondée – de leur remboursement annulerait en fait la dette en cours et ferait apparaître toute cette opération comme une forme véritablement primitive de pillage. Pour y parvenir, l'idée que les dettes extérieures devraient être régulées par une législation normale et civilisée, à l'instar des dettes intérieures, doit faire l'objet d'une campagne s'inscrivant dans la perspective de faire progresser le droit international et d'en renforcer la légitimité. Comme on le sait, c'est précisément parce que le droit est muet dans ce domaine que la question n'est réglée que par des rapports de force sauvages. Ces rapports permettent alors de faire passer pour légitimes des dettes internationales qui, si elles étaient internes – que le créancier et le débiteur appartiennent à la même nation et relèvent de sa justice – conduirait débiteur et créancier devant les tribunaux pour « association de malfaiteurs ».

— *Compte tenu des nouvelles perspectives internationales qui viennent d'être analysées, un nouveau Bandung est-il aujourd'hui possible ?*

Le système mondial d'aujourd'hui est trop différent dans ses structures fondamentales de celui de l'après Seconde Guerre mondiale pour qu'un « remake » de Bandung puisse être envisagé. Les Non-Alignés se situaient dans un monde militairement bipolaire, interdisant par là même l'intervention brutale des pays impérialistes dans leurs affaires. Par ailleurs, cette bipolarité soudait les partenaires des centres capitalistes – Etats-Unis, Europe de l'Ouest et Japon – dans un camp unifié. Le conflit politique et économique pour la libération et le développement opposait donc l'Asie et l'Afrique à un camp impérialiste unifié. Les concepts de « développement autocentré » et de « déconnexion » et les stratégies qu'ils inspiraient

répondaient à ce défi dans ces conditions. Le monde d'aujourd'hui est militairement unipolaire. Simultanément, des fractures semblent se dessiner entre les Etats-Unis et certains des pays européens pour ce qui concerne la gestion politique d'un système mondialisé désormais aligné dans son ensemble sur les principes du libéralisme, en principe tout au moins. La question serait de savoir si ces fractures sont seulement conjoncturelles et de portée limitée ou si elles annoncent des changements durables. Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les propositions de stratégie situées dans cet esprit doivent être explicitées, de manière à faciliter la discussion de leur validité éventuelle.

— *Vous soutenez que l'impérialisme est désormais devenu un impérialisme collectif, celui de la triade ?*

Oui. Au cours des phases précédentes de déploiement de la mondialisation capitaliste, les centres se conjugaient toujours au pluriel. Ceux-ci entretenaient entre eux des relations de concurrence violente permanente, au point même que le conflit des impérialismes occupait une place centrale sur la scène de l'histoire. Le retour au libéralisme mondialisé, à partir de 1980, oblige à repenser la question de la structure du centre contemporain du système. Car, au moins sur le plan de la gestion de la mondialisation économique libérale, les Etats de la triade centrale constituent un bloc apparemment solide. La question incontournable à laquelle il faut répondre est donc celle de savoir si les évolutions en question traduisent un changement qualitatif durable – le centre ne se conjuguant plus au pluriel, mais étant devenu définitivement « collectif » – ou si elles ne sont que conjoncturelles. On pourrait attribuer cette évolution aux transformations des conditions de la concurrence. Il y a encore quelques décennies, les grandes firmes livraient leurs batailles concurrentielles pour l'essentiel sur les marchés nationaux, qu'il s'agisse de celui de Etats-Unis, le plus grand marché national au monde, ou même sur ceux des Etats européens, en dépit de leur taille modeste, ce qui les désavantageait par rapport aux Etats-Unis. Les vainqueurs des « matchs » nationaux pouvaient se produire en bonne position sur le marché mondial. Aujourd'hui, la taille du marché nécessaire pour l'emporter, dans les premières séries de matchs, approche des 500 à 600 millions de « consommateurs potentiels ». La bataille doit donc être livrée d'emblée sur le marché mondial, et gagnée sur ce terrain. Et ce sont ceux qui l'emportent sur ce marché qui s'imposent alors et, de surcroît, sur leurs terrains nationaux respectifs. La mondialisation approfondie devient le cadre premier de l'activité des grandes firmes. Autrement dit, dans le couple national/mondial, les termes de la causalité sont inversés : autrefois, la puissance nationale commandait la présence mondiale ; aujourd'hui, c'est l'inverse. De ce fait, les firmes transnationales, quelle que soit leur nationalité, ont des intérêts communs dans la gestion du marché mondial. Ces intérêts se superposent aux conflits

permanents et mercantiles, qui définissent toutes les formes de la concurrence propres au capitalisme, quelles qu'elles soient.

— *Dans ce système de l'impérialisme collectif, les Etats-Unis disposent-ils vraiment d'avantages économiques décisifs ?*

Non. L'opinion courante est que la puissance militaire des Etats-Unis ne constituerait que le sommet de l'iceberg, prolongeant une supériorité de ce pays dans tous les domaines, notamment économiques, voire politiques et culturels. La soumission à l'hégémonisme auquel il prétend serait donc de ce fait incontournable. En réalité, le système productif des Etats-Unis est loin d'être « le plus efficient du monde ». Au contraire, presque aucun de ses segments ne serait certain de l'emporter sur ses concurrents sur un marché véritablement ouvert, comme l'imaginent les économistes libéraux. En témoigne le déficit commercial des Etats-Unis, qui s'aggrave d'année en année, qui est passé de 100 milliards de dollars en 1989 à 450 milliards de dollars en 2000. En outre, ce déficit concerne pratiquement tous les segments du système productif. Même l'excédent dont bénéficiaient les Etats-Unis dans le domaine des biens de haute technologie, qui était de 35 milliards en 1990, a désormais laissé la place à un déficit. La concurrence entre Ariane et les fusées de la Nasa, ou entre Airbus et Boeing, témoigne de la vulnérabilité de l'avantage états-unien. Face à l'Europe et au Japon pour les productions de haute technologie, face à la Chine, à la Corée et aux autres pays industrialisés d'Asie et d'Amérique latine pour les produits manufacturés banals, face à l'Europe et au cône sud d'Amérique latine pour l'agriculture, les Etats-Unis ne l'emporteraient probablement pas sans le recours à des moyens « extra-économiques », qui violent les principes du libéralisme imposés aux concurrents ! En fait, les Etats-Unis ne bénéficient d'avantages comparatifs établis que dans le secteur des armements, précisément parce que celui-ci échappe largement aux règles du marché et bénéficie du soutien de l'Etat. Sans doute cet avantage entraîne-t-il quelques retombées pour le secteur civil – Internet en constitue l'exemple le plus connu – mais il est également à l'origine de distorsions sérieuses, qui constituent des handicaps pour beaucoup de secteurs productifs.

— *Est-ce que cela signifie que l'économie états-unienne « vit en parasite » au détriment de ses partenaires dans le système mondial ?*

Absolument. Les Etats-Unis dépendent pour 10 % de leur consommation industrielle des biens dont l'importation n'est pas couverte par des exportations de produits nationaux. Le monde produit, les Etats-Unis – dont l'épargne nationale est pratiquement nulle – consomment. L'« avantage » des Etats-Unis est celui d'un prédateur dont le déficit est couvert par l'apport des autres, consenti ou forcé. Les moyens mis en œuvre par Washington pour compenser ses déficiences sont de nature diverses : violations unilatérales répétées des principes du libéralisme ; exportations d'armements ;

recherche de sur-rentes pétrolières, qui supposent la mise en coupe réglée des producteurs, motif réel des guerres d'Asie centrale et d'Irak. Il reste que l'essentiel du déficit états-unien est couvert par les apports en capitaux en provenance de l'Europe et du Japon, du Sud – pays pétroliers riches et classes compradores de tous les pays du Tiers-Monde, plus pauvres inclus – auxquels on ajoutera la ponction exercée au titre du service de la dette imposée à la presque totalité des pays de la périphérie du système mondial. La solidarité des segments dominants du capital transnationalisé de tous les partenaires de la triade est réelle et s'exprime par leur ralliement au néo-libéralisme globalisé. Les Etats-Unis sont vus dans cette perspective comme les défenseurs – militaires si nécessaire – de ces « intérêts communs ». Il reste que Washington n'entend pas « partager équitablement » les profits de son leadership. Les Etats-Unis s'emploient au contraire à vassaliser leurs alliés et, dans cet esprit, ne sont prêts à consentir à leurs alliés subalternes de la triade que des concessions mineures.

— *Ces conflits d'intérêts du capital dominant sont-ils appelés à s'accroître au point d'entraîner une rupture dans l'alliance atlantique ?*

Pas impossible, mais peu probable. Mon hypothèse est que le projet de contrôle militaire de la planète est destiné à compenser les déficiences de l'économie des Etats-Unis. Ce projet menace tous les peuples du Tiers-Monde. Cette hypothèse découle logiquement de ce qui précède. La décision stratégique de Washington de mettre à profit leur écrasante supériorité militaire et, dans cette perspective, de recourir à des « guerres préventives » décidées et planifiées par eux seuls, vise à ruiner tout espoir d'une « grande nation » – comme la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil – ou d'une coalition régionale dans le Tiers-Monde d'accéder au statut de partenaire effectif dans le façonnement du système mondial, fût-il capitaliste.

— *Mais l'option états-unienne d'une militarisation de la mondialisation ne frappe-t-elle pas aussi de plein fouet les intérêts de l'Europe et du Japon ?*

L'objectif des Etats-Unis, entre autres par la main-mise par des moyens militaires sur toutes les ressources décisives de la planète – le pétrole en particulier – vise à placer les partenaires européens et japonais en situation de vassaux. Les guerres états-uniennes du pétrole sont des guerres « anti-européennes ». L'Europe – et le Japon – peut répondre partiellement à cette stratégie par un rapprochement avec la Russie, capable en partie de lui fournir le pétrole et quelques autres matières premières essentielles.

— *C'est pour cela que vous pensez que l'Europe doit « se libérer du virus libéral » ?*

Tout à fait, l'Europe doit et peut se libérer du virus libéral. Néanmoins, cette initiative ne peut pas venir des segments du capital dominant, mais des peuples. Les segments dominants du capital, dont les gouvernements européens croient jusqu'à ce jour devoir défendre les intérêts en priorité



exclusive, sont bien entendu les défenseurs du néo-libéralisme mondialisé et, de ce fait, acceptent de payer le prix de leur subalternisation par le leader nord-américain. Les peuples à travers toute l'Europe ont une vision différente à la fois du projet européen, qu'ils voudraient social, et de leurs relations avec le reste du monde, qu'ils entendent voir gérées par le droit et la justice, comme ils l'expriment dans le moment actuel par la condamnation – à l'écrasante majorité – de la dérive des Etats-Unis. Si cette culture politique humaniste et démocratique de la « vieille Europe » l'emporte – et c'est possible – alors un rapprochement authentique entre l'Europe, la Russie, la Chine, toute l'Asie et toute l'Afrique constituera le fondement sur la base duquel pourra être construit un monde pluricentrique, démocratique et pacifique.

— *Cela veut-il dire que la contradiction majeure entre l'Europe et les Etats-Unis n'est pas celle qui opposerait, ici et là, les intérêts du capital dominant, mais qu'elle se situerait sur le terrain des « cultures politiques » ?*

Le conflit prometteur se situe en effet sur ce terrain, sur celui des cultures politiques. En Europe, une alternative de gauche demeure toujours possible. Cette alternative imposerait simultanément une rupture avec le néo-libéralisme – et l'abandon de l'espoir vain de soumettre les Etats-Unis à ses exigences, permettant ainsi au capital européen de livrer bataille sur le terrain non miné de la compétition économique – comme avec l'alignement sur les stratégies politiques des Etats-Unis. Le surplus de capitaux que l'Europe se contente jusqu'à ce jour de « placer » aux Etats-Unis pourrait alors être affecté à une relance économique et sociale, à défaut de quoi celle-ci restera impossible. Mais, dès lors que l'Europe choisirait, par ce moyen, de donner la priorité à son essor économique et social, la santé artificielle de l'économie des Etats-Unis s'effondrerait, et la classe dirigeante états-unienne serait confrontée à ses propres problèmes sociaux. Tel est le sens que je donne à mon propos : « L'Europe sera de gauche ou ne sera pas ».

— *Mais comment parvenir à cette Europe de gauche ?*

Pour y parvenir, il faut que les Européens se débarrassent de l'illusion que la carte du libéralisme devrait – et pourrait – être jouée « honnêtement » par tous, et que dans ce cas tout irait mieux. Les Etats-Unis ne peuvent pas renoncer à leur option en faveur d'une pratique asymétrique du libéralisme, parce que celle-ci est le seul moyen pour eux, je l'ai dit, de compenser leurs propres déficiences. La « prospérité » états-unienne a pour prix la stagnation des autres. La « question européenne » trouve sa place ici. On ne peut ignorer l'importance, à cet égard, d'une discussion en profondeur de ce que j'appelle les « sables mouvants du projet européen ». Les « cultures politiques » européennes sont diverses, même si, dans une certaine mesure, elles font contraste avec celle des Etats-Unis. Il y a en Europe des forces politiques, sociales et idéologiques qui soutiennent, avec lucidité



souvent, la vision d'une « autre Europe » – sociale et amicale dans ses relations avec le Sud. Mais il y a aussi la Grande-Bretagne, qui a fait depuis 1945 l'option historique d'un alignement inconditionnel sur les Etats-Unis. Il y a celles des classes dirigeantes de l'Europe de l'Est, façonnées par une « culture de la servitude », agenouillées hier devant Hitler, puis devant Staline, aujourd'hui devant Bush. Il y a des populismes de droite – style les nostalgiques du franquisme en Espagne et du mussolinisme en Italie – « pro-américains ». Les questions importantes sont alors de savoir si le conflit entre ces cultures fera ou non éclater l'Europe, s'il se soldera par un alignement sur Washington ou par la victoire des cultures humanistes et démocratiques avancées.

— *Pour revenir au Sud, comment reconstruire un vaste front anti-impérialiste entre pays du Sud ?*

La reconstruction d'un front solide du Sud implique la participation de ses peuples. Les régimes politiques en place dans beaucoup de pays du Sud ne sont pas démocratiques, pour le moins qu'on puisse dire, et parfois franchement odieux. Ces structures autoritaires de pouvoir favorisent les fractions compradore, dont les intérêts sont liés à l'expansion du capitalisme impérialiste global. L'alternative – la construction d'un front des peuples du Sud – passe par la démocratisation. Cette démocratisation nécessaire sera difficile et longue. Mais son chemin ne passe sûrement pas par la mise en place de régimes fantoches livrant les ressources de leurs pays au pillage des transnationales états-uniennes ; des régimes, de ce fait, encore plus fragiles, moins crédibles et moins légitimes que ceux dont ils prendraient la relève sous la protection de l'envahisseur états-unien. Au demeurant, l'objectif des Etats-Unis n'est pas de promouvoir la démocratie dans le monde, en dépit de ses discours de pure hypocrisie en la matière.

— *Un nouvel internationalisme des peuples associant Européens, Asiatiques, Africains et Latino-Américains est-il possible ?*

Oui, absolument. Les conditions existent qui permettraient un rapprochement, au moins, de tous les peuples de l'Ancien Monde. Ce rapprochement se cristalliserait, au plan de la diplomatie internationale, en donnant consistance à l'axe Paris-Berlin-Moscou-Pékin, renforcé par le développement de relations amicales entre cet axe et le front afro-asiatique reconstitué. Il va sans dire que des avancées dans cette direction réduisent à néant l'ambition démesurée et criminelle des Etats-Unis. Ceux-ci seraient alors contraints d'accepter la coexistence avec des nations décidées à défendre leurs intérêts propres. Dans le moment actuel, cet objectif doit être considéré comme prioritaire d'une manière absolue. Le déploiement du projet états-unien surdétermine l'enjeu de toutes les luttes : aucune avancée sociale et démocratique ne sera durable tant que ce projet des Etats-Unis ne sera pas mis en déroute.

— *Les questions relatives à la diversité culturelle ne devraient-elles pas être discutées dans le cadre de ces nouvelles perspectives internationales ?*

La diversité culturelle est un fait, mais un fait complexe et ambigu. Les diversités héritées du passé, pour autant légitimes qu'elles puissent être, ne sont pas nécessairement synonymes de la diversité dans la construction de l'avenir qu'il faut non seulement admettre, mais rechercher. Invoquer les seules diversités héritées du passé – islam politique, hindutva, confucianisme, négritude, ethnicités chauvines... – constitue souvent un exercice démagogique des pouvoirs autocratiques et compradores, qui leur permet à la fois d'évacuer le défi que représente l'universalisation de la civilisation et de se soumettre en fait au diktat du capital transnational dominant. Par ailleurs, l'insistance exclusive sur ces héritages divise le Tiers-Monde, en opposant islam politique et hindutva en Asie, musulmans, chrétiens et pratiquants d'autres religions en Afrique... La refondation d'un front politique uni du Sud est le moyen de dépasser ces divisions soutenues par l'impérialisme états-unien. Ce que sont et peuvent être les « valeurs universelles » sur la base desquelles peut se construire l'avenir, comme la façon de faire avancer des concepts authentiquement universels, enrichis par l'apport de tous, voilà autant de débats qui ne pourront être ignorés – mais on doit rejeter une interprétation occidentalocentrique et restrictive de telles valeurs, légitimant le développement inégal, produit immanent de l'expansion capitaliste mondialisée d'hier et d'aujourd'hui.

— *Comment le Sud peut-il se libérer des illusions libérales et s'engager dans des formes renouvelées de développement autocentré ?*

Sans doute, dans l'immédiat, des gouvernements du Sud semblent encore se battre pour un néo-libéralisme « véritable », dont les partenaires du Nord, comme ceux du Sud, accepteraient de « jouer le jeu ». Les pays du Sud ne pourront que constater que cet espoir est totalement illusoire. Il leur faudra alors revenir à l'idée incontournable que tout développement est nécessairement autocentré. Se développer, c'est d'abord définir des objectifs nationaux permettant à la fois la modernisation des systèmes productifs et la création des conditions internes qui la mettent au service du progrès social, et ensuite soumettre les modalités des relations de la nation avec les centres capitalistes développés aux exigences de cette logique. Cette définition de la déconnexion – la mienne, qui n'est pas l'« autarcie » – situe le concept aux antipodes du principe opposé – celui du libéralisme – d'« ajustement structurel » aux exigences de la mondialisation qui est alors forcément soumise aux impératifs exclusifs de l'expansion du capital transnational dominant, approfondissant les inégalités à l'échelle mondiale.

— *Cela signifie que, pour les pays du Sud, l'option d'un développement autocentré demeure incontournable ?*

Le développement autocentré – en anglais : *self-reliant* – a constitué, historiquement, le caractère spécifique du procès d'accumulation du capital dans les centres capitalistes et a déterminé les modalités du développement économique qui en ont résulté ; à savoir qu'il est commandé principalement par la dynamique des rapports sociaux internes, renforcée par des relations extérieures mises à son service. Dans les périphéries, par contre, le procès de l'accumulation du capital est surtout dérivé de l'évolution des centres, greffé sur celle-ci, en quelque sorte « dépendant ». Le développement autocentré suppose donc ce que l'on peut appeler la maîtrise des cinq conditions essentielles de l'accumulation :

1. la maîtrise locale de la reproduction de la force de travail, ce qui suppose, à un premier stade, que la politique d'Etat assure un développement agricole capable de dégager des surplus vivriers en quantités suffisantes et à des prix compatibles avec les exigences de la rentabilité du capital, et, à un second stade, que la production en masse de biens salariaux puisse suivre simultanément l'expansion du capital et celle de la masse salariale ;

2. la maîtrise locale de la centralisation du surplus, ce qui suppose, non seulement l'existence formelle d'institutions financières nationales, mais encore leur autonomie relative par rapport aux flux du capital transnational, garantissant la capacité nationale à en orienter l'investissement ;

3. la maîtrise locale du marché, largement réservé en fait à la production nationale, même en l'absence de fortes protections tarifaires ou autres, et la capacité complémentaire d'être compétitif sur le marché mondial, au moins sélectivement ;

4. la maîtrise locale des ressources naturelles qui suppose, au-delà de leur propriété formelle, la capacité de l'Etat national de les exploiter ou de les garder en réserve – en ce sens, les pays pétroliers, qui ne sont pas libres en fait de « fermer le robinet », s'ils venaient à préférer garder ce pétrole dans leur sous-sol plutôt que de posséder des avoirs financiers dont on pourra à tout moment les exproprier, n'ont pas cette maîtrise ; et enfin ;

5. la maîtrise locale des technologies, en ce sens que, inventées localement ou importées, celles-ci peuvent être reproduites rapidement sans que l'on soit contraint indéfiniment d'en importer les inputs essentiels – équipements, savoir-faire, etc.

— *Le débat sur le développement autocentré dépasse donc celui opposant stratégies de substitution d'importations et stratégies orientées vers l'exportation ?*

Tout à fait. Le concept de développement autocentré, auquel on pourrait opposer le concept antinomique de développement « dépendant », produit par l'ajustement unilatéral aux tendances dominantes qui commandent le déploiement du capitalisme à l'échelle mondiale, n'est pas réductible à l'antinomie stratégies de substitution d'importations / stratégies orientées vers l'exportation. Ces deux derniers concepts relèvent de l'économie

« vulgaire », qui ignore que les stratégies économiques sont toujours mises en œuvre par des blocs sociaux hégémoniques, à travers lesquels s'expriment les intérêts dominants la société du moment. Au demeurant, même dans le cadre de l'économie « vulgaire », toutes les stratégies mises en œuvre dans le monde réel combinent la substitution d'importations et l'orientation exportatrice, dans des proportions variables selon les conjonctures du moment. La dynamique du modèle du développement autocentré est fondée sur une articulation majeure : une articulation qui met en relation d'interdépendance étroite la croissance de la production de biens de production et celle de la production de biens de consommation de masse. Les économies autocentrées ne sont pas fermées sur elles-mêmes ; au contraire, elles sont agressivement ouvertes dans ce sens qu'elles façonnent, par leur potentiel d'exportation, le système mondial dans sa globalité. A cette articulation correspond un rapport social dont les termes principaux sont constitués par les deux blocs fondamentaux du système : la bourgeoisie nationale et le monde du travail. La dynamique du capitalisme périphérique – l'antinomie du capitalisme central autocentré par définition – est fondée par contre sur une autre articulation majeure, qui met en relation la capacité d'exportation, d'une part, et la consommation – importée ou produite localement par substitution d'importations – d'une minorité, d'autre part. Ce modèle définit la nature compradore – par opposition à nationale – des bourgeoisies de la périphérie.

— *Mais une lecture critique des tentatives historiques de développements autocentrés, populaires ou socialistes, ne s'impose-t-elle pas également ?*

Depuis trois quarts de siècle, la question du développement autocentré et de la déconnexion est posée pratiquement par toutes les grandes révolutions populaires contre le capitalisme réellement existant : dans les révolutions socialistes russe et chinoise, comme dans les mouvements de libération des peuples du Tiers-Monde. Cela étant, les réponses historiques qui ont été données à cette question, en rapport étroit avec celles qui ont été données à tous les autres aspects de la problématique du développement des forces productives, de la libération nationale, du progrès social, de la démocratisation de la société... doivent faire l'objet d'une lecture critique permanente, tirant les leçons de leurs succès et de leurs échecs. En même temps, et parce que le capitalisme se transforme, évolue et s'adapte en permanence aux défis que représentent pour lui les révoltes des peuples, les conditions et les termes dans lesquels se posent ces questions sont eux-mêmes l'objet d'une évolution permanente. Développement autocentré et déconnexion ne sauraient donc jamais être réduits à des formules toutes prêtes valables pour toutes les situations et tous les moments de l'évolution historique. Ces concepts doivent être repensés en fonction des leçons de l'histoire et de l'évolution de la mondialisation capitaliste. La longue vague de libération nationale qui a balayé le Tiers-Monde dans l'après Seconde

Guerre mondiale s'est soldée par la constitution de nouveaux pouvoirs d'Etat assis principalement sur les bourgeoisies nationales qui ont contrôlé, à des degrés divers, les mouvements de libération nationale. Ces bourgeoisies ont produit des projets de « développement » – une véritable « idéologie du développement », comme on l'a dit – projets conçus comme des stratégies de modernisation visant à assurer l'« indépendance dans l'interdépendance mondiale ». Ces stratégies n'envisageaient donc pas de déconnexion au sens véritable du principe, mais seulement une adaptation active au système mondial, un choix qui, avec d'autres, exprime bien la nature bourgeoise nationale des projets en question. L'histoire devait démontrer le caractère utopique du projet qui, après s'être déployé avec succès, en apparence, entre 1955 et 1975, s'est essoufflé, conduisant à la recompradorisation des économies et des sociétés de la périphérie, imposée par le moyen des politiques dites d'« ouverture », de privatisation et d'ajustement structurel unilatéral aux contraintes de la mondialisation capitaliste. Par contre, les expériences dites du « socialisme réellement existant », en URSS et en Chine, avaient effectivement déconnecté, au sens que nous donnons au principe, et, dans cet esprit, construit un système de critères de choix économiques indépendant de celui imposé par la logique de l'expansion capitaliste mondiale. Ce choix, comme d'autres qui l'accompagnaient, traduit l'origine authentiquement socialiste des intentions des forces politiques et sociales à l'origine des révolutions en question. Cependant, confrontées au choix entre l'objectif de « rattraper à tout prix », par un développement des forces productives commandant l'adoption de systèmes d'organisation à l'image de ceux mis en place dans les centres capitalistes, et celui de « construire une autre société » – socialiste – les sociétés soviétique et chinoise ont progressivement donné la priorité au premier terme de l'alternative, au point de vider le second de tout contenu réel.

— *Y a-t-il eu formation d'une nouvelle bourgeoisie ?*

En effet, cette évolution, elle-même le produit de la dynamique sociale, s'est accompagnée de la formation progressive d'une nouvelle bourgeoisie. L'histoire a démontré le caractère utopique de ce projet prétendu « socialiste » : en réalité, de construction d'un « capitalisme (d'Etat) sans capitalistes » – la nouvelle bourgeoisie aspirant à un statut « normal », analogue à celui qu'elle a dans le monde capitaliste. En même temps et très logiquement, la nouvelle bourgeoisie a mis un terme à la déconnexion. Le problème du retard historique des pays en question n'en est pas réglé pour autant ; tout au contraire, le rétablissement d'un capitalisme normal intégré au système mondial conduit directement à la « repériphérisation » des sociétés en question. L'érosion et la faillite des projets du « développementalisme » des pays du Tiers-Monde et du soviétisme – le soit-disant « socialisme réel » – joint à l'approfondissement de la mondialisation capitaliste dans les centres dominants de l'Occident, ont ouvert le champ au discours unilatéral

dominant, proposant l'inscription dans la mondialisation capitaliste comme un choix « sans alternative ». Il s'agit là d'une utopie réactionnaire, puisque la soumission aux impératifs de l'expansion du marché mondial ne permet pas de dépasser la mondialisation – polarisante. Le développement autocentré et la déconnexion restent donc la réponse incontournable au défi de la nouvelle étape de mondialisation capitaliste.

— *Les caractéristiques de la nouvelle étape d'expansion capitaliste qui se dessine n'abolissent donc pas les exigences d'options autocentrées et déconnectées. Mais le ralliement de la grande majorité des classes dirigeantes du monde au projet de globalisation néo-libérale n'est-il pas l'indicateur qu'il n'y a plus de « capital national », et donc de bourgeoisie nationale, et que la dimension dominante du capital, la plus dynamique, est déjà transnationale, ou « globalisée » ?*

Cette thèse, présentée dans une littérature abondante sur le sujet, est au centre de controverses. En tout état de cause, même s'il en était ainsi, le capital transnational en question resterait l'apanage de la triade, excluant de son club fermé les pays de l'Est et du Sud. Ici, nous n'aurions plus affaire qu'à des bourgeoisies compradores, c'est-à-dire à des courroies de transmission de la domination du capital transnational de la triade. C'est bien ce que nous avons en place à l'heure actuelle ; et cette image s'impose d'évidence pour beaucoup de pays, sinon tous. Mais encore une fois, est-ce là l'indicateur d'une transformation durable ? Dans ce cas, le « monde nouveau » ne serait qu'une étape nouvelle d'une expansion impérialiste ancienne, c'est-à-dire polarisante à un degré encore plus violent qu'elle ne l'a été aux étapes précédentes. Cela sera-t-il acceptable et accepté, non seulement par les classes dominées qui seraient les victimes d'une paupérisation massive aggravée, mais même par des fractions au moins des classes dirigeantes ou de forces sociales et politiques qui aspirent à le devenir ? Nous sommes entrés dans une phase nouvelle de la mondialisation capitaliste et, de ce fait, la polarisation se manifeste dans des formes et à travers des mécanismes nouveaux. Longtemps, la polarisation s'est manifestée dans le contraste pays industrialisés / pays non industrialisés. L'industrialisation des périphéries, bien que fort inégale, transfère le conflit à des plans nouveaux : le contrôle de la technologie, des finances, des ressources naturelles de la planète, des communications, des armements. Renoncer à la construction d'une économie autocentrée, pour lui substituer la création prioritaire de segments hautement efficaces, capables d'emblée d'être compétitifs sur le marché mondial – comme la nouvelle expression de la vieille théorie de la modernisation le propose – faire ce choix, ce serait perpétuer le contraste entre ces segments modernisés, captant toutes les ressources locales, et des réserves inabsorbables maintenues dans la pauvreté.

— *Quelles seraient alors les conditions d'un développement digne de ce nom ?*

Un développement digne de ce nom exige une transformation profonde et diffuse, permettant à la révolution agricole de se frayer son chemin, à un réseau dense de petites industries et de villes secondaires de remplir des fonctions irremplaçables dans le soutien de la progression générale de la société. Bien sûr, les choix concrets d'étapes qui s'inscrivent dans cette perspective générale dépendent de l'issue des luttes sociales et impliquent le succès d'alliances nationales, populaires et démocratiques, capables de sortir des ornières de la compradorisation. Dans la mise en œuvre concrète des politiques d'étapes, des concepts d'efficacité sociale doivent être progressivement développés, se substituant au concept capitaliste marchand étroit de « compétitivité ». Simultanément, la perspective à long terme de l'universalisme planétaire ne saurait être perdue de vue. La préparer exige une certaine ouverture extérieure – l'importation sévèrement choisie de technologies – encore que celle-ci doive être contrôlée autant que possible pour être mise au service du progrès général et ne pas lui faire obstacle. L'évolution globale impose ici la construction de grands ensembles régionaux, particulièrement dans les espaces périphériques, mais aussi ailleurs, comme en Europe, et la mise en place préférentielle et prioritaire, dans ces cadres, des moyens de préparer la modernisation à l'échelle mondiale et d'en transformer la nature, la libérant progressivement des critères du capitalisme. Cette construction exige à son tour que l'on dépasse les limites étroites des arrangements strictement économiques pour amorcer la construction de grandes communautés politiques, fondement d'un monde pluricentrique. Bien entendu, les formulations du développement autocentré et de la déconnexion à cette échelle impliquent l'articulation négociée des relations entre les grandes régions considérées, tant au plan des échanges et de la détermination de leurs termes, du contrôle et de l'utilisation des ressources, qu'à celui des finances et de la sécurité politique et militaire. Ceci imposerait donc une reconstruction du système politique international, se libérant des hégémonismes, pour s'engager dans la voie du pluricentrisme.